

LEXIQUE



Afrique	« Les peuples africains n'ont besoin ni de pitié, ni de charité des autres », Ban Ki-moon	2010.06.16
Afrique	Libye Justice expéditive chez Ubu roi	2010.06.15
Afrique	Bénin L'ONU appuie la marche du Bénin vers l'atteinte des OMD	2010.06.15
Afrique	<u>Politique Constitution et réalités africaines</u>	2010.06.16
Afrique	Agriculture Les milliards pour qu'il pleuve au Mali	2010.06.15
Amérique	<u>Guatemala • La bataille contre l'impunité continue</u>	2010.06.15
Diaspora	Invitation conférence débat sur le Togo	2010.06.15
Economie	<u>ECOBANK rattrapé par la crise financière internationale, selon son directeur</u>	2010.06.15
Éducation	<u>Education pour tous en 2015</u>	2010.06.16
Environnement	Les revendeuses du marché de HANOUKOPE dans la boue	2010.06.14
Environnement	Inondations à Lomé Le calvaire des habitants d'Adakpamé	2010.06.15
Indépendance	<u>Togo Forum du cinquantenaire des indépendances dans L'UEMOA ouvert à Lomé</u>	2010.06.15
Médias	<u>Kodjo n'a pas peur de la justice</u>	2010.06.16
Médias	<u>Porte close chez Sarkozy</u>	2010.06.15
Politique	<u>L'avenir politique d'Agbéyomé Kodjo se joue maintenant</u>	2010.06.15
Politique	<u>Aide de l'UE à la CVJR</u>	2010.06.16
Politique	<u>Lawson et le gouvernement de salut public</u>	2010.06.16
Politique	Togo- Affaire OBUTS les jeunes togolais veulent rompre avec l'arbitraire du clan Gnassingbé	2010.06.15
Politique	J-P Fabre annonce le congrès devant renouveler le Bureau national de l'UFC pour fin Juillet	2010.06.15
Politique	<u>Faure Gnassingbé crée un gouvernement écran et implante son vrai cabinet décisionnel à la présidence</u>	2010.06.15
2010.06.15		
Politique	<u>Discours-Programme Houngbo II –Economie UNE LITANIE DE VŒUX PIEUX</u>	2010.06.15
Sécurité	<u>Panique grandissante au Togo Après avoir cassé les murs de la Prison civile de Lomé, des malfrats se sont évadés dans la nature</u>	2010.06.15
Social	<u>Hôpitaux Grève probable sur l'ensemble du territoire à partir du 21 juin</u>	2010.06.16
Sports	<u>Mondial 2010 • DROGBA, bien plus qu'un footballeur</u>	2010.06.15
TIC	<u>Economie Faure à Ouaga pour parler cybercriminalité</u>	2010.06.16



Afrique « Les peuples africains n'ont besoin ni de pitié, ni de charité des autres », Ban Ki-moon



COTONOU -Mercredi, 16 Juin 2010 18:09 « Les peuples africains n'ont besoin ni de pitié, ni de charité des autres. Ils ont seulement besoin de certains outils pour créer des emplois et des revenus », a déclaré lundi à Cotonou, le secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, à la fin d'un séjour de trois jours au Bénin. Monsieur Ban Ki-moon a déclaré qu'il appartient au monde développé de tenir les promesses faites à l'Afrique, celle de doubler l'aide.

« L'Afrique, a-t-il dit, est assurément le champ d'expérimentation de nos efforts pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (Omd). Si le développement du continent relève d'abord et avant tout de sa responsabilité, l'appui de la communauté internationale continuera de lui être déterminant ».

Il a félicité l'ensemble des Béninois pour les progrès accomplis dans le processus de démocratisation, exhortant les acteurs politiques à « relever le débat démocratique et à travailler ensemble dans un cadre consensuel » qui conduira à des « élections transparentes, crédibles et pacifiques », en 2011, où le Bénin fera l'expérience de couplage d'élections présidentielle et de législatives.

Le Bénin a organisé, depuis 1991, quatre élections présidentielles (1991, 1996, 2001, 2006), cinq élections législatives (1990, 1994, 1998, 2002, 2006) et deux locales (2003, 2008), rappelle-t-on.

Le secrétaire général des Nations unies qui dit être venu en Afrique pour se rendre compte du niveau de réalisation des Omd, dans la perspective du prochain sommet des chefs d'Etat qui y sera consacré en septembre prochain à New-York, a félicité le Bénin pour les efforts accomplis dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'accès à l'eau potable. Toutefois, a nuancé M. Ban Ki-moon, des efforts restent encore à faire dans le domaine du Genre.

Xinhuanet

Mardi, 15 Juin 2010 11:22

Le 30 mai 2010, trois Nigériens ont été exécutés par balles en Libye pour “actes criminels”. Le 2 juin suivant, c’était au tour de 18 Tchadiens, Egyptiens et Nigériens d’être passés par les armes par la justice libyenne ou ce qui en tient lieu. Tous les pays de ces ressortissants, les ONG, les activistes des droits de l’Homme ont condamné cette parodie de justice, feignant de découvrir un fait nouveau au royaume de Mouammar Kadhafi. En vérité, même si ce sont les dizaines d’avions-cargos reconduisant les “frères noirs” vers leur pays d’origine et les ratonnades et lynchages d’Africains à la recherche d’un Eldorado ou en transit qui ont toujours été médiatisés, une autre réalité, cruelle elle aussi, était quasi quotidienne en Libye : les exécutions par suite de déni de justice.

Ainsi, en 2000, par exemple, alors que l’Union africaine venait à peine de sortir des entrailles de l’OUA, et que Kadhafi, le paragon du panafricanisme, poussait à la roue les chefs d’Etat du continent à adopter fissa la charte relative à l’avènement des Etats-Unis d’Afrique, des Africains étaient victimes de lynchages de la part de jeunes Libyens.

En fait, depuis des années des dizaines de milliers de Subsahariens sont devenus des boucs émissaires en Jamahiriya. Passe encore que ces étrangers qui avoisinent les 2 millions, sur une population totale de 6 millions d’âmes, posent souvent une problématique identitaire. Mais de là à être transformés en souffre-douleur permanents, il n’y qu’un pas que la Libye a franchi.

Ces pratiques d’un autre âge mettent en lumière le fait que celui qui dirige la Libye depuis 41 ans n’a jamais été sincère avec ses frères noirs. D’ailleurs, l’a-t-il jamais été avec d’autres prétendus frères ? Son panarabisme a fait flop. Du reste, sa brouille publique avec le roi d’Arabie Saoudite est connue et, malgré un semblant de réconciliation, le dégel n’a jamais été palpable avec le Royaume des Saoud. Son panmaghrébisme a aussi fait long feu.

Aujourd’hui, celui qui s’est proclamé “roi des rois traditionnels d’Afrique” lors du 12e sommet des chefs d’Etat de l’UA en février 2009 ne fait plus rire ; pire, il agace.

Certes, après s’être racheté une respectabilité, l’homme du 1er-Septembre est devenu de nouveau fréquentable pour de nombreux dirigeants occidentaux. Ces derniers défilent sous la tente du bédouin de Syrte, qui savoure à l’occasion et son lait de chamelle et son plaisir de voir tous ces puissants de ce monde, qui ne voulaient pas le voir en peinture, faire le déplacement en Libye pour parler politique ou business.

Mais si l’isolement international de Kadhafi a cessé, ce n’est pas pour autant que son influence s’est accrue. Nombre de ses affidés regroupés au sein de la CEN-SAD (Communauté sahélo-saharienne) ont même pris leurs distances avec le Guide libyen. Ces exécutions de fin mai - début juin 2010, qui ne seront pas les dernières, achèvent de convaincre ceux qui en doutaient encore qu’Ubu roi ne croit ni aux Etats-Unis d’Afrique ni à la “race noire qui dominera un jour le monde”.

Sa “nérophilie” n’est que de l’imposture pour maintenir autour de lui ce qui s’apparente à sa cour : certains pays subsahariens, en quête de subsides. Il va falloir pourtant qu’au prochain sommet de l’UA, prévu en juillet à Kampala, les différents chefs d’Etat, de la CEN-SAD ou non fassent comprendre au leader libyen que cette barbarie maquillée en actes de justice doit cesser. Entre gens qui aspirent au fédéralisme, on peut se dire la vérité.

SOURCE: L'Observateur : Zowenmanogo Dieudonné Zoungrana

Mardi, 15 Juin 2010 Cotonou, Bénin - L'Organisation des Nations unies appuie le Bénin dans sa marche vers l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à travers une subvention de 329,84 millions de dollars américains pour la période 2009-2013. Selon le Plan-cadre des Nations unies pour l'assistance au développement du Bénin (UNDAF 2009-2013), cette allocation permettra de financer des programmes dans trois secteurs-clé retenus dans le Document de stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (SCRPP). Il s'agit notamment de la réduction de la pauvreté par l'accélération de la croissance rurale et la promotion de l'emploi décent pour 40,37 millions de dollars américains, le programme d'accès équitable aux services sociaux de base pour 231,03 millions de dollars américains et la promotion de la Bonne gouvernance et du développement participatif pour 36,42 millions de dollars américains.

Le programme «Réduction de la pauvreté par l'accélération de la croissance rurale et la promotion de l'emploi décent» comporte trois sous composantes: "l'accès aux ressources productives" pour 3,55 millions de dollars; «emplois décents» pour 20,15 dollars; «capacité des communes en matière de lutte contre la pauvreté» pour 6,5 millions de dollars; "la sécurité alimentaire et nutritionnelle" pour 5,32 millions dollars; "l'adaptation aux changements climatiques" pour 4,85 millions dollars. La subvention de l'ONU est répartie selon les compétences de chaque agence ou en des programmes conjoints.

Ainsi, la Banque mondiale déboursa 181,20 millions de dollars, le Bureau international du Travail 1,24 million de dollars, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) 55,00 millions de dollars, le Fonds des Nations unies pour la population 9,1 millions de dollars, le Fonds d'équipement des Nations unies trois millions de dollars, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), le Fonds international de développement agricole huit millions de dollars, l'UNESCO 1,15 million de dollars. Le reste de la subvention sera pris en compte par d'autres agences, notamment l'Organisation mondiale de la santé 0,115 million de dollars, l'ONUSIDA 0,275 million de dollars, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture 1,5 million de dollars, l'Organisation des Nations unies pour les établissements humains un million de dollars, le Programme des Nations unies pour le développement 26,31 millions de dollars, le Programme des Volontaires des Nations unies 0,65 million de dollars, le Programme alimentaire mondial 18,05 millions de dollars.

Le Bénin a adhéré en 2000 à la Déclaration du millénaire et a préparé, conformément à la Résolution 22 de la session de l'Assemblée générale de 2005 consacrée au suivi de la Déclaration du millénaire, une évaluation des besoins pour l'atteinte des OMD d'ici à 2015.

Le coût global a été estimé à 642,4 milliards de francs CFA en moyenne par an d'ici à 2015.

Ces besoins requièrent un triplement des dépenses publiques entre 2007 et 2015 en vue de l'atteinte des OMD, alors que les besoins les plus importants se situent au niveau de l'éducation et du développement rural. Selon la revue de la situation actuelle, les ressources affectées aux Programmes d'investissement public (dépenses d'investissement OMD et dépenses non OMD) s'élèvent à 123,7 milliards de francs CFA dont 65 pour cent de ressources externes, soit le cinquième des besoins estimés pour l'atteinte des OMD. L'Aide publique au développement (APD) est encore insuffisante au regard des besoins pour l'atteinte des OMD et certaines déficiences au niveau du système de gestion des Finances publiques occasionnent parfois une utilisation non optimale des ressources, notamment l'APD, font remarquer les experts. Pour faire face à cette situation, il s'avère nécessaire de prendre des mesures hardies pour accroître la mobilisation des ressources internes et externes, tout en améliorant l'efficacité des dépenses publiques, recommandent-ils. La réalisation de progrès vers les OMD, voire l'atteinte de certains objectifs nécessite des efforts exceptionnels et un appui important de la communauté internationale, du fait du contexte global de pauvreté et du lien fort entre la vulnérabilité de certaines couches sociales de la population et leur situation de pauvreté.

Le déficit constaté avant 2006 dans le système de gouvernance (inefficacité de l'administration, corruption et impunité) et dans la mise en œuvre des politiques publiques constitue aussi une contrainte de premier ordre pour l'atteinte des OMD. Pour faire face à ces problèmes, les études ont suggéré de cibler de manière prioritaire, les principaux détenteurs de droits, dont les populations extrêmement pauvres susceptibles de tomber irrémédiablement dans la misère.

Il s'agit notamment des femmes pauvres, des enfants et adolescents n'ayant pas accès aux services sociaux de base et des jeunes victimes du chômage et du sous-emploi. Ces populations, qui vivent en grande partie dans les zones rurales et péri-urbaines où l'incidence de la pauvreté est la plus marquée, doivent aussi être sensibilisées sur leurs droits.

Les principaux débiteurs d'obligations, à savoir le gouvernement et les autorités locales, doivent être aussi pris en compte pour améliorer le système de gouvernance et la qualité des politiques publiques de réduction de la pauvreté.

Source: Pana press

TOGO Afrique Politique Constitution et réalités africaines



Publié le 16/06/2010 - D'éminents professeurs de droit d'universités africaines et européennes sont réunis à Lomé depuis mercredi pour évoquer les questions relatives aux changements constitutionnels et aux processus électoraux en Afrique francophone.

Initié par le Centre de droit public de l'université de Lomé (CDP) et le Centre d'étude et de recherche sur les droits africains et sur le développement institutionnel (CERDRAD-GRACAP) de l'université Montesquieu Bordeaux IV, le colloque a pour thème : « L'Afrique et l'internationalisation du constitutionnalisme : actrice ou spectatrice ? »

C'est le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Galley, qui a ouvert les travaux en présence de l'ambassadeur de France au Togo, Dominique Renaux, et du président de la Cour constitutionnelle du Bénin, Robert Dossou. « L'Afrique apparaît comme un véritable laboratoire en matière constitutionnelle. Elle adopte, remet en cause, suspend, abroge, puis renouvelle en effet la constitution. Cette rencontre est l'occasion de faire le point sur les acquis, les rejets, les dysfonctionnements institutionnels du jeu politique, de relever les espoirs déçus, les occasions ratées ou exploitées », a expliqué Adama Kpodar, professeur de droit public et de sciences politiques à l'université de Lomé (UL). Dominique Renaux s'est félicité de la tenue du colloque. « Vos travaux devraient apporter des éclairages sur des thématiques lourdes : le constitutionnalisme africain face aux engagements internationaux ou au droit pénal international, la place de l'Afrique de l'ouest francophone dans l'internationalisation du constitutionnalisme ou encore la question de l'adaptation du nouveau constitutionnalisme aux réalités africaines », a-t-il déclaré. Fin des discussions, jeudi.



Koaci.com Bamako Pluies provoquées : l'opération coûtera 3, 1 milliards de FCFA

cette année

L'opération de pluie provoquée est jugée positive quand on se rapporte aux résultats de campagnes agricoles. Avec les changements climatiques, on constate que des nuages se forment et se défont sans qu'il y ait précipitation. Ce gâchis est terminé grâce aux opérations consistant à bombarder des nuages à l'aide des avions de type et suivant des procédés spécifiques bien maîtrisés. Le jeu en vaut une augmentation du budget, le retour sur investissement serait une réalité. Le Mali envisage sa cinquième année de programme de pluies provoquées, en cette campagne agricole 2010- 2011. Le budget prévisionnel pour la conduite de cette opération est fixé à 3 milliards 170 millions de FCFA. Dans la perspective d'une prise en charge nationale du programme, deux avions avaient été acquis en septembre dernier par le gouvernement pour un montant de 7,1 milliards de francs CFA.

D'un point de vue officiel, les précédentes opérations de pluies provoquées ont affiché de bons résultats. Initiées en 2005 par le gouvernement pour combler les déficits pluviométriques et leurs conséquences sur les productions agricoles et hydroélectriques du pays, les opérations de pluies provoquées rentrent dans les bonnes habitudes des plus hautes autorités du Mali. Au point que le Président de la République n'oublie jamais de citer ce volet jugé positif, dans son bilan. Quand au ministre de l'Equipeement et des Transports, Hamed Diane Séméga, il prône une politique de pérennisation du programme dont il veut se donner les moyens. A cet effet, l'objectif pour cette année, débouche sur le parachèvement de la formation de pilotes maliens. Démarré au cours de la campagne 2006-2007 avec 68 interventions d'ensemencement de nuages, le Programme de pluies provoquées ou alors les opérations de pluies artificielles ont été reconduites en 2008-2009 et étendues à d'autres zones du pays. Au cours de cette deuxième année, le coût a été de 2,25 milliards de FCFA.

L'impact qui a été évalué donne une augmentation moyenne de 15 à 18 % de la pluviométrie par rapport à la normale dans ces zones. Cependant de sources officielles (département de l'équipement et des transports) l'augmentation a atteint 50 à 60 % par endroits. Les productions agricoles ont connu une augmentation de 30,3% à 42,1 % pour l'ensemble des cultures : mil, riz, maïs, sorgho, blé, fonio, coton, arachide, canne à sucre, niébé. Ces appareils achetés en septembre dernier sont destinés à l'ensemencement de nuages pour occasionner des pluies. Les premières opérations de pluies provoquées, lors de la campagne 2006- 2007 se sont déroulées sous la conduite de la société américaine WMI avec un budget de 2, 6 milliards FCFA. Environ 20% des interventions ont été effectuées dans le bassin du fleuve Sénégal en amont du barrage de Manantali

lb



Amérique Guatemala • La bataille contre l'impunité continue

15.06.2010 En annulant la nomination de Conrado Reyes au poste de procureur général, la Cour constitutionnelle a, le 11 juin, résolu la crise institutionnelle qui secouait le pays et encouragé ceux qui luttent contre l'impunité, [affirme](#) le quotidien *Prensa Libre*. Cette révocation intervient quelques jours après la démission fracassante de Carlos Castresana, directeur de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). Le juriste espagnol avait "jeté l'éponge" après la nomination de Reyes à la tête du ministère public, en dépit de ses recommandations, et dénoncé publiquement les liens de celui-ci avec les narcotrafiquants.



Diaspora Invitation conférence débat sur le Togo

INVITATION CONFÉRENCE-DÉBAT AUTOUR DE LA SITUATION AU TOGO

à l'invitation de
Gilles PARGNEAUX,
1^{er} Secrétaire de la Fédération du Nord du Parti Socialiste
et **Virginie TCHOFFO**,
Conseillère déléguée au rapport Nord / Sud.

VEN. 25 JUIN À 19H
en Fédération du Nord



Le PS soutient le peuple togolais dans sa lutte pour la démocratie. La situation au TOGO nous concerne, elle vous concerne. Venez donc nombreux le 25 juin prochain pour comprendre, débattre et encourager la démarche louable d'un peuple qui a fixé le cap : paix et démocratie.

En présence de
➤ **Koffi YAMGNANE**, homme politique franco-togolais, ancien député et Secrétaire d'Etat chargé de l'intégration.

Et
➤ **François BOKO**, Ancien ministre de l'intérieur au TOGO, acteur de la démocratie, avocat au barreau de Paris.



Contact : Fédération du Nord du Parti Socialiste
12 rue Lydéric - Lille
☎ 03 20 13 33 33 - www.ps59.fr

Avec la collaboration du Conseil Mondial de la diaspora Togolaise et du Comité de soutien au peuple Togolais, du FRAC (Front Républicain, pour l'alternance et le changement) du CDLT, OMDT...

Une conférence-débat autour de la situation au Togo a lieu le Vendredi 25 Juin à 19h en Fédération du Nord en présence de Koffi YAMGNANE (homme politique franco-togolais, ancien député et Secrétaire d'Etat chargé de l'intégration) et François Boko (Ancien ministre de l'intérieur au TOGO, acteur de la démocratie, avocat au barreau de Paris).

Economie ECOBANK rattrapé par la crise financière internationale, selon son directeur

Mardi 15 Juin 2010 Ouestafnews- Le groupe Ecobank, basé au Togo, a annoncé avoir réalisé pour l'exercice 2009, des revenus de 873 millions de dollars (plus de 460 milliards FCFA au taux d'aujourd'hui) et un total bilan de plus de 9 milliards de dollars (près de 5.000 milliards FCFA) pour un bénéfice net de seulement 65 millions de dollars (plus de 34 milliards FCFA), a annoncé le groupe qui vient de tenir son assemblée générale annuelle tenue à Nairobi au Kenya.

« Le ralentissement des économies africaines, résultant de la crise économique et financière mondiale, a également eu un impact sur les résultats financiers du groupe », a annoncé le directeur du groupe Arnold Ekpe dans un communiqué parvenu à Ouestafnews.

Le bilan du Groupe n'a progressé que de 8 % , comparé à 2008 où il était de 8,3 milliards (plus de 4000 milliards de FCFA), selon des informations obtenues par Ouestafnews..

Créé à Lomé au Togo où se trouve son siège, le groupe Ecobank Transational Inc, (ETI) est passé d'une banque ouest africaine à ses débuts à une banque qui se veut « panafricaine » aujourd'hui. Elle est présente dans plus de trente pays et cotée dans les trois places boursières de l'Afrique de l'Ouest (Abidjan, Accra et Lagos). Toutefois, cette entrée en bourse suivie d'une vaste opération d'appel public à l'épargne n'ont pas encore produit les résultats escomptés.



Éducation Education pour tous en 2015



Publié le 16/06/2010 - Plusieurs organisations de défenses des droits des enfants au Togo ont marqué, mercredi à Lomé, la 20ème édition de la Journée internationale de l'enfant africain par des discussions axées, notamment, autour du thème de l'éducation.

Les ONG ont rappelé la nécessité d'offrir une éducation de base à tous les enfants.

« En Afrique, plus de 12 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Ces chiffres doivent nous faire réfléchir. C'est la responsabilité des Etats et des ONG de trouver des solutions à une situation qui n'est pas acceptable », a indiqué un représentant de l'une des organisations organisatrices de cette Journée.

Ces ONG appellent à un doublement des financements et se fixent un objectif : la scolarisation pour tous au Togo d'ici 2015-2020.

Le gouvernement a instauré la gratuité de l'école pré-scolaire et primaire en 2008.



Environnement Les revendeuses du marché de HANOUKOPE dans la boue

Par [Aghu](#) | 14/06/2010 | 12:53:40



Koaci.com Lomé Ce matin au marché de Hanoukopé en boue suite à une fine pluie

(ph Aghu) ::

Lundi 14 juin 2010, à l'heure d'ouverture, le marché de Hanoukopé, l'un des plus grands marchés fruitiers de la capitale togolaise, présente un visage très désolant : de la boue partout jusque sur les étals des femmes, la route qui y mène en piteux état, des nids de poule de partout ...Notre équipe a fait un tour du marché.

La route qui mène vers le marché, praticable en saison sèche, prend un bon coup de sable en saison pluvieuse et au niveau du marché, devient boueuse. A notre arrivée, un petit attroupement était formé sur la route. Un conducteur de taxi-moto qui évitait une flaque d'eau a frôlé un taxi. Bilan : le sac de la passagère de la moto s'est retrouvé dans la boue. S'en est suivie une palabre entre le chauffeur et le motocycliste pour déterminer celui qui a causé l'accident. Ils n'ont pas fini qu'un gros camion transportant du sable klaxonne pour qu'ils lui cèdent le passage. Ce qui est fait. Tout le monde se précipite car le camion en vitesse rentre dans une grande flaque d'eau et asperge tout ce qui est proche, personnes et marchandises.

« Ça fait cinq années que dure cet état de choses. Entre temps, il y a eu un grand trou au milieu de la route et nous y avons placé un balai et une roue pour éviter aux voitures de s'y engouffrer. La mairie est venue plâtrer ce trou. Mais depuis, la route s'est encore plus dégradée », explique da Adjo, une revendeuse de fruits dont l'étal est au bord de la route. La quarantaine, elle confie totaliser plus de vingt années d'exercice commerciale dans ce marché. Ce matin, elle est venue constater les dégâts. Avec sa fille au dos, elle dispose ses fruits et on sent bien qu'il n'y a pas d'affluence car jusqu'à la fin de notre conversation, elle n'a reçu la visite que d'un seul client.

Devant son étalage, le caniveau est ouvert. L'un des piliers qui le renferment a été enlevé pour selon da Adjo, « permettre à l'eau d'y couler ». Ce matin, elle doit donc appeler quelqu'un pour venir remettre le pilier à sa place afin de lui permettre de vaquer librement à son activité commerciale.

Un peu plus loin, on rencontre Kofinon, une sexagénaire, bien en chaire avec les cheveux tout blanc. Son étal de fruits est trois fois plus vaste que celui de da Adjo. Elle nous reçoit avec un visage pour le moins agressif. A notre première question de savoir ce qu'elle pense de l'état de la route, elle explique sur un ton plein de colère : « vous ne voyez pas vous-même. Il n'y a plus de route. Il n'y a que de la boue. Il y en a partout. Les voitures y rentrent à vitesse et nous aspergent, nous et nos fruits, de boue. On nous défend incessamment d'en parler, de nous plaindre, mais on ne peut faire autrement ».

En la quittant, nous allons faire un tour à l'intérieur du marché où la situation n'est guère meilleure. Il n'y a que des flaques d'eau et de la boue partout et se déplacer dans le marché est un vrai défi. Des femmes essaient tant bien que mal d'évacuer l'eau et la boue à l'aide de balaie vers les caniveaux.

Les activités tournent au ralenti

Da Adjo sur un ton triste explique, « cette situation nous fait perdre énormément d'argent. Nous devons acheter les tickets à 150F chaque jour. Mais avec l'état de la route qui va venir ? Où vont garer nos clients ? Et puis avec de la boue partout, que vont-ils venir chercher ici ? Ils nous disent souvent que dès que les pluies commencent, c'est quasiment impossible de venir faire ses courses ici. Ils préfèrent aller ailleurs ». Elle ajoute que la veille, elle est purement et simplement restée chez elle. « On prend parfois des congés forcés parce qu'on sait que ça ne sert à rien de venir au marché. On dépense pour acheter le ticket, manger et on ne vend pratiquement rien », explique t-elle. Elle ajoute avec un sourire las : « Parfois on est désespéré mais on n'a nulle part où aller. Donc on fait avec ».

Kofinon pense que « c'est vraiment un problème dont doivent s'occuper ceux qui perçoivent l'argent des tickets. Nous leur en parlons tout le temps mais ils font la sourde oreille. Ils argumentent qu'ils ne sont juste que des employés de la mairie et que c'est la mairie qui doit prendre l'initiative de réparer la route. Mais chaque matin, ils se pointent tout de même pour nous vendre les tickets ». Elle confie acheter chaque jour deux tickets de 175F parce que son étal est assez vaste. Ce vaste marché dispose de milliers d'étalages. Avant de la quitter, elle dit presque d'un ton de supplications : « dites aux autorités de ne pas oublier notre marché car si elles ne font rien, on va vraiment mourir de faim nous et nos enfants ». Nous la quittons avec un triste constat : la saison des pluies ne fait que commencer. Elle doit encore durer deux ou trois mois. Les femmes vont donc devoir se serrer la ceinture !



Environnement Inondations à Lomé Le calvaire des habitants d'Adakpamé



15 juin 2010 Comme on pouvait s'y attendre, les premières pluies de cette année 2010 font déjà des dégâts dans la ville de Lomé. Certains quartiers de la capitale togolaise se retrouvent dans les eaux. Nous sommes dans le quartier d'Adakpamé, dans la banlieue Est de Lomé. La voie principale qui vient de Bè-Kpota est goudronnée jusqu'au niveau de Nétadi. Au marché d'Adakpamé, la route laisse la place à une marre d'eau qui s'étend à perte de vue. Les taxis qui desservent la station qui se trouve à deux kilomètres au loin, descendent leurs passagers. Ils doivent continuer leur périple à pieds. Alors commencent les plaintes. « Chaque année, en saison de pluie, c'est la même chose que nous vivons. Regardez, l'eau a envahi notre route. Regardez les maisons qui jouxtent la voie, elles sont envahies par les eaux. Nous devons marcher dans ces marres infectes pour rentrer chez nous », lance une femme qui a retroussé son pagne à la cuisse pour ne pas prendre l'eau. « Qu'est-ce que ça peut leur coûter de bitumer la route et de creuser des caniveaux pour évacuer les eaux de pluies vers le Zio, (fleuve) qui est juste derrière nous. Avec tout ça, ils diront qu'ils ont gagné les élections présidentielles à 60%. Ils se trompent nous ne pouvons pas les porter dans notre cœur. Ils se sont trompés de peuple », peste M. Akobi un chauffeur.

Derrière le dispensaire d'Adakpamé, les maisons sont inondées. Les femmes et les enfants pataugent dans les eaux verdâtres. « Les eaux de l'année dernière n'ont pas tari. Et la pluie de cette année va augmenter le niveau de ces eaux stagnantes. Voyez-vous nos pieds et ceux de nos enfants. Nos avons des lésions et nos enfants souffrent de paludisme. Il ne reste que le choléra pour nous emporter. », se plaint Mme Kossou, une habitante du quartier. « L'année dernière nous nous sommes réfugiés à l'école primaire publique d'Adakpamé. Les ministres sont venus nous voir avec du riz, des nattes et du savon. Nous nous étions demandé s'il nous faut cuire le riz dans les eaux. Ils n'ont rien fait pour nous. Ils attendent que nous nous réfugions encore là cette année. Nous sommes des personnes négligeables pour eux. Veulent-ils nous dire que notre quartier n'est pas à Lomé ? », s'interroge M. Ako. A la station d'Adakpamé, les eaux stagnantes et malodorantes (parce que mélangées aux ordures que l'on y verse) ont englouti le grand carrefour. Les boutiques ont fermé, les taxis inexistants. Seuls quelques taxi-motos arrivent à braver les marres. Les employés des deux stations d'essence désœuvrés passent le clair de leur temps à discuter. « A chaque saison de pluies, notre quartier n'est plus propice aux activités. Notre station marche au ralenti. Les voitures et les motos ne viennent plus jusqu'ici », confie M. Djiwonou, un employé. Les prochains jours s'annoncent cruciaux pour les populations d'Adakpamé, Kagomé Adamavo, Zorro-Bar. Les inondations sont certaines dans ces quartiers. Les météorologues assurent une certaine grande pluviométrie pour cette nouvelle saison. La question que l'on se pose est quel dispositif les autorités ont mis en place pour faire face à la situation. L'on peut parier qu'elles attendent le pire pour venir au secours des populations avec des vivres et des non vivres. **Sam GAGNON**



Indépendance Togo Forum du cinquantenaire des indépendances dans

L'UEMOA ouvert à Lomé

Mardi 15 juin 2010 - Le Premier ministre togolais Gilbert Houngbo a présidé, mardi, la cérémonie d'ouverture du forum du cinquantenaire des indépendances dans l'Union économique et monétaire ouest (Uemoa de huit Etats), a constaté l'Agence Xinhua dans la capitale togolaise.

Ce forum est initié par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), institution financière de l'Uemoa et se tient sous le thème « développement durable et promotion de grands projets structurants : évolution des réalisations et défis à relever ».

Des experts africains en matière de développement et aussi d'ailleurs participent à cette rencontre de deux jours qui se déroule au siège de la Boad dans la capitale togolaise.

Selon le Premier ministre togolais, ce forum se tient dans un contexte marqué par une sorite progressive de la « grave crise » financière et économique internationale qui a affecté l'économie des pays de l'Uemoa. Il a estimé que cinquante ans après les indépendances de ces pays, un bilan s'impose et ne « doit pas être une simple analyse empreinte de nostalgie et de remords mais plutôt un exercice d'une grande réflexion approfondie et porteuse d'espoir pour l'avenir » de l'espace Uemoa.

Le forum débat des réflexions sur la problématique du développement de l'Afrique, des exemples de réussite en matière de financement de projets dans l'espace Uemoa, de la conception et promotion de grands projets structurants sur la base d'une mutualité d'intérêt régionaux au service d'une vision partagée. Il abordera également les questions de financement de grands projets dans le secteur de l'énergie solaire en matière de promotion des énergies renouvelables dans l'espace Uemoa, de la promotion et du financement des projets admissibles au mécanisme pour un développement propre, les exigences sociales, économiques, politiques et écologiques de l'émergence de l'Afrique.

Enfin le type de ressources humaines pour accompagner l'émergence du continent africain et la préservation de l'environnement en terme de stratégies, de promotion et de financement de projets d'adaptation au changement climatique, sont des préoccupations retenues pour ce forum.

L'Uemoa regroupe huit pays à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo dont sept célèbrent cette année 2010 leur cinquante ans d'accession à la souveraineté internationale. **Xinhua**



Médias Kodjo n'a pas peur de la justice



Publié le 16/06/2010 - « Je vais vous dire que dès lors que la Cour constitutionnelle reconnaît notre formation politique, aucune juridiction inférieure ne peut disposer autrement ». C'est ce que déclare mercredi Agbéyomé Kodjo, le président d'Obuts, dans une interview accordée à Forum de la Semaine. Obuts est menacé de dissolution et la justice se prononcera dans quelques jours. En attendant, l'ancien Premier ministre du général Eyadema se dit « serein »

Golfe Info évoque également l'audience de mardi au Palais de justice de Lomé rappelant que l'affaire sera finalement jugé le 22 juin.

Liberté parle de « mobilisation monstre mardi des populations de Lomé aux côtés d'Agbéyomé Kodjo ». Sans doute un peu exagéré car une centaine de sympathisants seulement étaient rassemblée devant le Tribunal.

Ce quotidien annonce que les professionnels de la santé menacent de se mettre en grève pour protester contre le « flou » de l'accord signé en décembre 2008 entre le ministre de la Santé, Komlan Mally, et le syndicat du personnel de la santé.

Le voyage du secrétaire général de l'UFC à Paris, la semaine dernière, suscite encore des commentaires dans la presse. Le Magnan estime que c'est un échec.

« C'est dans la confusion que Fabre et sa délégation ont pris le chemin de retour sans avoir rencontré un seul officiel à l'Elysée » écrit ce journal.



Médias Porte close chez Sarkozy



Publié le 15/06/2010 "En matière de mobilisation de foules, quand on commence, il est difficile de faire impunément marche arrière. En promettant aux sympathisants de prendre le pouvoir par les marches et les prières, Fabre a pris un risque incommensurable", écrit mardi Le Regard

Pour le journal, Jean-Pierre Fabre s'est mis lui-même dans une situation devenue ingérable qui le contraint à « vaincre ou mourir ».

Toujours à propos du leader du FRAC, L'indépendant Express revient sur la visite qu'il a effectué la semaine dernière en France assurant que le secrétaire général de l'UFC n'a eu droit qu'à une rencontre avec un simple diplomate de la section Afrique à l'Elysée supposé lui ouvrir les portes du bureau de Nicolas Sarkozy. Ce qui n'a pas été le cas.

Et s'en est pas fini pour le député rebelle de l'UFC. Forum de la Semaine se demande si dans quelques jours Fabre ne se retrouvera pas devant les tribunaux après l'expiration de l'ultimatum lancé par Gilchrist Olympio au sujet de son exclusion provisoire du parti.

« A cette allure, la crise risque de prendre une tournure dramatique aux conséquences imprévisibles", écrit le quotidien qui observe que l'obstination du SG de l'UFC à entretenir le bras de fer pousse Gilchrist Olympio à aller au bout de sa démarche en faisant appel à la justice pour reprendre les rênes du parti.



Politique L'avenir politique d'Agbéyomé KODJO se joue maintenant



Agbéyomé Kodjo ce matin dans la salle d'audience

Publié le 15/06/2010 Agbéyomé Kodjo, fondateur et président d'Obuts et ancien candidat à l'élection présidentielle de 2010, aura-t-il encore un parti à la fin de la journée ?

La justice dit se prononcer mardi sur une éventuelle dissolution de cette formation à la suite d'une plainte déposée par certains de ses membres pour « anomalies et dysfonctionnements ».

L'audience solennelle s'est ouverte dans la matinée au Palais de justice de Lomé, en présence de M. Kodjo, pour examiner le dossier et décider de l'avenir d'Obuts.

Une centaine de sympathisants surexcités étaient rassemblés à l'extérieur tenus à distance par un cordon de police. Verdict attendu dans la journée.



Politique Aide de l'UE à la CVJR



Publié le 16/06/2010 - Cinq véhicules tout terrain, 60 motos, et une vingtaine d'ordinateurs, ont été offerts mardi par l'Union européenne à la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR).

Les équipements, préalablement utilisés par la Céni lors de l'élection présidentielle, ont été remis mardi par le représentant de la Commission de l'UE au Togo, Patrick Spirlet.

« Est-ce que la Commission dispose d'assez de moyens financiers pour mener à bien sa mission ? La réponse est non. Les moyens promis font défaut ; nous avons à peine 25% du budget planifié, malgré la bonne volonté des uns et des autres. Nous examinons avec l'Union européenne les moyens d'obtenir une aide complémentaire », déclarait début juin Mgr Nicodème Barrigah-Benissan, le président de la CVJR.

Il est vrai que cette institution, créée à l'initiative du président Faure Gnassingbé, pour faire la lumière sur les événements violents survenus au Togo de 1958 à 2005, manque cruellement d'argent.

Et le processus de dépositions qui commence dans quelques jours est lourd et coûteux.

Politique Lawson et le gouvernement de salut public



Publié le 15/06/2010 - Nicolas Lawson (photo), le président du Parti du renouveau et de la rédemption (PRR, opposition), dont le poids politique est minime, a prôné mardi une réconciliation entre Gilchrist Olympio et Jean-Pierre Fabre.

« Si jamais Gilchrist Olympio n'arrive pas à s'entendre avec Jean-Pierre Fabre, alors ce qu'il a promis est voué à l'échec. Si vous aimez le Togo, vous ne pouvez pas souhaitez le déchirement entre Olympio et Fabre. Il faut qu'ils arrivent à un compromis pour s'atteler au développement de ce pays », a-t-il expliqué.

Pour M. Lawson, les réformes constitutionnelles et institutionnelles ne pourront se faire qu'à la condition qu'il y ait un compromis politique au Togo.

« Gilchrist Olympio, Jean-Pierre Fabre et Faure Gnassingbé doivent arriver à un compromis politique pour qu'il ait un gouvernement de salut public. Ce qui est fait jusque là, c'est une étape qui a été franchie. Il faut qu'il y ait un accord plus large entre M. Olympio, M. Fabre et Faure Gnassingbé et peut-être avec d'autres pour avoir un gouvernement qui soit digne du Togo et faire en sorte que les togolais arrivent à résoudre le problème de chômage et de la pauvreté », a encore déclaré le leader du PRR

letogolais.com Politique Togo- Affaire OBUTS les jeunes togolais veulent rompre avec l'arbitraire du clan Gnassingbé

LTG - 15/06/2010



Le vœu du peuple togolais est bien de faire mettre fin aux brimades de la dictature des Gnassingbé. Cette détermination des togolais s'est encore manifestée ce mardi 15 juin 2010, au palais de justice de Lomé lors du procès qui oppose le parti OBUTS d'Agbéyomé Kodjo au pouvoir RPT. Des jeunes, par centaine, se sont mobilisés à la devanture du palais de justice pour exprimer leur désapprobation à la probable décision de la justice sur la dissolution d'OBUTS. Très vite, les jeunes ont barricadé les routes, bloquant, de facto, la circulation aux abords de l'enceinte, avec des briques de pierre. Certains d'entre eux ont même envahi la salle de délibération. D'autres brandissaient dehors, des écriteaux sur lesquels on pouvait lire « Ce n'est plus le combat de OBUTS mais de toutes les forces démocratiques du monde » ; « les temps sont révolus pour le parti unique au Togo » ; « Pour une fois, la justice doit être aux côtés de la Loi » ; « la Jeunesse demande la démission du juge Sogoyou » ; « Remettez-nous vite les clés du siège de OBUTS ». Ces jeunes étaient prêts à en découdre avec cette affaire et la dictature du clan Gnassingbé, surtout qu'ils réclament la victoire spoliée à Jean-Pierre Fabre. Il y avait de l'électricité en l'air. Un cordon de police s'est érigé en face, pour stopper toute manifestation. Il y avait certains de ces policiers qui sortaient du ministère de l'administration territoriale, département que dirige, Pascal Bodjona. Ils s'emploieront plus tard à lancer des grenades lacrymogènes alors que les jeunes accompagnaient Agbéyomé kodjo à son domicile. La séance n'avait duré qu'une dizaine de minutes pour être reportée au 22 juin 2010, pour faute d'enrôlement du dossier. Rappelons que c'est le sieur Gaston Vidada et la vice-présidente Codjie kekeli qui ont assigné le parti en justice, réclamant sa dissolution.



Politique Jean-Pierre Fabre annonce le congrès devant renouveler le Bureau national de l'UFC pour fin Juillet

Douzième marche de protestation du FRAC



15 juin 2010 Le congrès extraordinaire de l'Union des Forces de Changement qui prononcera l'exclusion définitive de Gilchrist Olympio et ses amis aura lieu fin juillet. L'information a été donnée par Jean-Pierre Fabre lors du grand meeting qui a succédé la gigantesque marche organisée samedi par le Front Républicain pour l'Alternance et Changement (FRAC) à travers les rues de Lomé.

« C'est vrai qu'il se passe des choses à l'UFC mais ce sont de petites choses que nous avons fini par arranger. Nous avons envoyé des militants en mission dans les fédérations pour donner des explications sur la situation dans le bureau et ils ont été compris. Il y a eu tellement de mensonges et d'inventions de toutes sortes que nous avons été obligés de faire cela. En dernière analyse, il y aura un congrès extraordinaire d'ici fin juillet pour régler définitivement la question », a déclaré en substance le candidat du FRAC à l'élection présidentielle du 04 mars 2010. En réalité, les sources proches du bureau national du plus grand parti de l'opposition indiquent que l'exclusion de Gilchrist Olympio et ses amis et le renouvellement du bureau national du parti seront l'essentiel des tâches qui seront accomplies au cours de ce congrès.

Pour ce qui est de la grande manifestation de samedi, la nouveauté est la participation des femmes du marché de Hanoukopé qui ont réaffirmé leur soutien à Fabre et au FRAC. Elles se sont plaintes des problèmes d'inondations récurrents à Lomé, les multiples taxes dans les marchés, l'affaiblissement de l'autorité des parents suite à la vie chère, le chômage de leurs enfants.

Plusieurs responsables de l'opposition dont Agbéyomé Kodjo et Aimé Gogué étaient présents au rendez-vous du samedi 12 juin 2010 qui a mobilisé près de cent mille Togolais.

Les réactions au cours de ce meeting

Abi Tchessa (SG PSR)

Il n'y a que la persévérance. Vous savez que la victoire est du côté du peuple. Mais un peuple doit être combattant. Un peuple ne peut jamais être assouvi, la dictature, ce sont les temps révolus. Il faut que le régime le comprenne. Vous savez, la lutte est longue, le chemin est long. Mobilisons-nous toujours et vous verrez vous-mêmes. Cette année, dès qu'ils ont vu votre mobilisation, ils ont voulu démobiliser le groupe en appelant certains. Ça fait leur problème.

Nous autres, nous sommes là. Puisque nous continuons notre mobilisation, ils ont voulu dissoudre OBUTS parce que ce parti est du FRAC. Je veux dire à notre frère Agbéyomé que tout ce qui est fait est nul et non avenue. Ils le font pour nous démobiliser mais ils ne peuvent pas démobiliser le peuple togolais. Nous irons jusqu'au bout. Le président élu c'est Jean-Pierre Fabre. Nous n'allons jamais, jamais accepter les présidents imposés puisque cette manière de faire est finie. Mobilisons-nous, le chemin est long, la lutte est longue mais au finish c'est la victoire, la prospérité, le développement, la liberté, le progrès, le Togo nouveau, une nouvelle société. C'est le vœu de nous tous ».

Jean-Pierre Fabre (SG UFC, président FRAC)

« Je salue tout le monde. Mes frères ont souhaité que nous fassions nos marches très tôt compte tenu de la coupe du monde. Mais, moi je dis une seule chose. Ce que nous subissons, la coupe du monde passera, mais si nous ne prenons garde, nous resterons dans nos souffrances. Je remercie toutes les femmes qui se sont impliquées dans cette lutte. Vous le savez vous-mêmes que la manière dont les choses se déroulent, nous n'avons plus de longues marches à faire. Je voudrais aussi saluer nos amis qui sont victimes des inondations dans les villes de Lomé et de l'intérieur. Nous prions Dieu pour qu'il leur vienne en aide. C'est pour trouver des solutions à tous ces problèmes que nous voulons récupérer le pouvoir des mains de ceux-là afin qu'au moment des pluies, elles ne détruisent pas les biens et les maisons des Togolais. Les petits problèmes qui minent l'UFC ont déjà presque trouvé des solutions parce que nous avons envoyé nos délégations vers nos militants dans toutes les préfectures afin qu'elles leur expliquent la situation. Nous avons fait cela parce qu'il y a trop de mensonges dans cette histoire et je l'ai dit : la vérité l'emportera toujours sur le mensonge. Ayez un peu de patience, nous allons bientôt régler définitivement ces problèmes. J'étais de retour le jeudi nuit dernier. Ce qui s'était passé de l'aéroport jusqu'à ma maison était surprenant et fantastique. Nous ne sommes pas le RPT qui dit souvent que la mise en place est terminée à 20 heures.

Nos frères sont massivement sortis de leur propre gré pour m'accueillir. A mon retour, j'entends les gens dire qu'en Europe, mes hôtes ne voulaient pas me recevoir. Si les yeux de nos ennemis me suivent partout où je vais, c'est qu'ils sont gênés par nos manifestations. S'ils sont des gens réfléchis, ils doivent savoir au moins qu'avant de voyager, l'on doit caler très bien ses rendez-vous. Qui court après l'esprit attrape la sottise, dit-on souvent. La lutte que nous menons au Togo, il faut que de temps en temps, nous les responsables, allions l'expliquer aux Européens, parce que le pouvoir en place envoie trop de mensonges à l'étranger. Je suis parti leur expliquer notre lutte et ils l'ont comprise. Nous ne sommes rien sans vous. Je continue par le dire, le Bureau National de l'UFC n'a pas envoyé de ministre au gouvernement. En fin juillet, nous irons, au congrès et tout finira ».

O.G.



Politique Faure Gnassingbé crée un gouvernement écran et implante son vrai cabinet décisionnel à la présidence

TOGO Gilchrist Olympio face aux réalités du pouvoir RPT

Dans les armées, il est une vérité inaliénable que la responsabilité ne se partage pas. Cela suppose que deux personnes à la fois ne peuvent pas être responsables d'une bavure ou d'un succès. Une et seule personne en assume la responsabilité. De plus, à la tribune du congrès d'investiture des candidats du RPT aux législatives de 2007, Faure Gnassingbé avait lâché le conseil de son père : « le pouvoir ne se partage pas ». Cet aveu, inconscient ou non, ajouté à la formule militaire, témoigne à suffisance de la réalité des intentions du RPT et de son président dans la gestion du Togo. Tout se fait pour que la réalité du pouvoir reste entre les mains des fidèles, amis et obligés. Tant pis alors pour les externes qui croiraient à un quelconque partage.

Les accords politiques, miroirs aux alouettes

Après avoir essayé le passage en force aux premières heures de la lutte démocratique, feu Eyadéma et l'éternel RPT se sont résolus au traquenard des accords. De mémoire de journaliste, la politique au Togo est une question d'accords. Mille et un accords ont ainsi été signés sans que la situation ne change véritablement. Que ce soit à Lomé pour l'accord qui a arraché la conférence nationale, ou celui de l'Accord Cadre de Lomé, que ce soit à Colmar ou encore aux mille Ouagadougou, tous ces accords n'ont rien apporté à la politique togolaise. Après l'échec du gouvernement d'union nationale en 1992, après la débandade générale des irréductibles réduite à l'exil, on a essayé des commissions mixtes paritaires, qui seront reprises quatorze ans plus tard sous la formule du comité de suivi de l'Accord Politique Global, sans jamais atteindre la destination. Constatant l'inefficacité des lieux, la communauté internationale se résout à faire signer les accords en présence de personnes respectables ou à faire suivre les négociations par des personnalités remarquables du monde. On a fait venir le médiateur de France, Mario Stasi, des diplomates allemands dont Von Stulpnagel ; en 1993, avant la boucherie de Fréau Jardin, Marcel Debbasch, ministre français et son homologue allemand étaient aussi à Lomé pour la même cause. Jacques Chirac, président de la grande France, était assis à la salle Kéran de l'hôtel 2 février quand les protagonistes togolais apposaient leur signature sous l'Accord Cadre de Lomé ; il était bien là quand feu Eyadéma avait déclaré devant les caméras du monde entier qu'il ne serait pas candidat à la présidentielle de 2003 parce qu'il ne va pas faire sauter le verrou de la limitation du mandat présidentiel ; en 2006, après l'holocauste, c'est Blaise Compaoré qui a cautionné l'Accord Politique Global du 20 août 2006 censé conduire le pays au port de la réconciliation et de la paix sociale. Le chapelet des accords et des esquisses de sortie de crise est ainsi très long et chacun de ces aveux est un livre d'histoire dont la chute est déception, désarroi, trahison et statu quo. A chacune de ces occasions, le parti au pouvoir montre souvent bonne foi, disponibilité et enthousiasme à ouvrir le jeu et à donner au pays de véritables chances de sortir de l'enlèvement. A chaque fois malheureusement, les espoirs ont été déçus. Ce qui s'impose qu'il faut dire est que le RPT, par ses multiples contorsions dont un chaînon important est le schéma négociation-accord, ne pense qu'à ajuster et à affiner sa stratégie de conservation du pouvoir pour les siècles des siècles, un Gnassingbé devant succéder à un autre Gnassingbé, étant donné qu'en 2005, on n'a pas pu trouver dans le parti un militant, étranger au clan Gnassingbé, capable d'en porter les intérêts. Les négociations, dialogues et accords, les gouvernements d'union, d'ouverture ou de large ouverture et de grandes compétences, ne sont à la fin que des miroirs aux alouettes utilisés pour tromper la vigilance des adversaires, de la communauté internationale qui joue finement les complices, et garder le contre.

Tirer les vraies ficelles

Lorsqu'on examine de très près le malheureux cadre décrit ci-haut, on se rend à l'évidence que, d'un accord à un autre, le RPT ne perd jamais de vue son objectif principal et son obsession : garder la réalité du pouvoir, malgré tout. On peut dire que, depuis l'amère expérience des débuts 1990 où la réalité du pouvoir a échappé à feu Eyadéma et à ses sbires, le gouvernement et le Haut conseil de la république, organe législatif de transition étant contrôlés par l'opposition, le pouvoir par conséquent ayant failli, peu s'en faut, leur échapper, n'eût été l'intervention intempestive des « éléments incontrôlés » des forces armées, les dispositions semblent prises, de père en fils, pour que les accords et gouvernements d'union ne soient des goulots d'étranglement que pour ceux qui y viennent, croyant à leur bonne foi. La malheureuse expérience très récente du parti de Me Agboyibo indique sans doute qu'il y a péril en la demeure en ajoutant au miroir aux alouettes du pouvoir.

Echaudé par le gouvernement d'union de 2006-2007, le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a décliné l'offre en 2010. Pour cause. L'obstination du RPT à se maintenir au pouvoir et à avoir la mainmise réelle sur les rouages sensibles de l'administration rend de facto infertile toute action commune concertée vers la sortie de crise. Pour ce gouvernement expérimental de Me Agboyibo, des manipulations alchimiques ont été faites pour vider de toute substance et de tout pouvoir réel les portefeuilles tenus par les adversaires : on se souvient qu'un ministère de l'économie et du développement avait été créé et confié à un ministre de l'opposant pendant que M. Ayassor gardait la réalité des finances publiques à travers le ministère des finances ; de même ; le Professeur Gnininvi avait hérité d'un ronflant ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale, coquille presque vide réduite à inaugurer et à clôturer, à représenter et à présenter les discours, au moment où le fidèle ami M. Bawara gérait les vraies affaires étrangères grâce à son portefeuille de la coopération. Ce marché de dupes a permis à Faure Gnassingbé de garder la réalité du pouvoir, et de ne point s'embarrasser de la présence de ministres opposants empêcheurs de tourner en rond. Au même moment, bien que Me Agboyibo soit le Premier ministre, on ne peut pas dire qu'il était le vrai patron de l'administration, vu que des super ministres existaient qui n'en faisaient qu'à leur tête, et que surtout un certain Edem Kodjo, déplacé de la primature, a été nommé ministre délégué à la présidence, conseiller spécial du président. N'était-il pas le vrai premier ministre ?

Fidèle à sa logique, Faure Gnassingbé remet la musique en 2010. Quand il a fini de se faire proclamer vainqueur de la présidentielle du 4 mars, le président s'empresse pour dépoussiérer le disque et demander à son agent M. Hounbo de le jouer à la classe politique. Il en est sorti le gouvernement actuel qui ne déroge pas au double jeu des apparences et de la réalité. Le ministère des affaires étrangères et de la coopération a été confié à M. Ohin Elliot, membre de l'UFC. Curieusement, son prédécesseur au poste est nommé conseiller principal à la présidence, chargé des affaires diplomatiques et de la coopération. A l'annonce de la nomination, un observateur avisé de la politique togolaise a sourcillé et confié son embarras quant au rôle réel de ce conseiller. Ne serait-il pas le vrai ministre de la coopération placé dans les couloirs de la présidence pour faire pendant de l'ombre au ministre officiel ? En outre, le ministère de l'urbanisme et de l'habitat est le lieu de remarques troublantes. A peine l'a-t-on confié à l'ami de Gilchrist Olympio qu'on trouve pertinent d'en séparer le cadastre et la gestion des réserves administratives. Pourquoi est-ce maintenant qu'une telle réforme se fait ? Cela peut être le fruit du hasard mais le contexte ne permet pas de le croire vraiment. Aussi est-on tenté d'y voir la mise en oeuvre de la stratégie de possession du gouvernail surtout que les services détachés sont confiés à la gestion de la direction des impôts. La position de la directrice des impôts dans le sérail du pouvoir est un élément indicatif indéniable.

Résultat des courses : il n'est pas faux de dire que l'ouverture prônée reste nominale et artificielle. Au-delà des discours et des proclamations tapageuses d'intentions, tout se fait pour que le pouvoir réel reste entre les mains des amis et courtisans. N'en déplaise à M. Olympio qui croit que les sociétés d'Etat seront partagées entre « son » parti et le RPT, des bruits de couloirs annoncent la nomination prochaine à la tête des sociétés majeures des « amis » et « fidèles ». Le vrai pouvoir est ainsi entre les mains du RPT qui en fait ce qu'il veut, en fera ce qu'il voudra. Les opposants sont de simples invités au festin du roi, au festin des vautours. C'est la vérité de la politique togolaise. **Nima Zara Le Correcteur**



Politique Discours-Programme Hounbo II – Economie UNE LITANIE DE VŒUX PIEUX

Publié le 15, juin 2010 par sylviocombey

L'économie, voilà, l'un des grands axes sur lequel s'est appesanti le Premier ministre Gilbert Fossoun Hounbo, lors de la présentation de son discours-programme le 04 juin dernier devant la représentation nationale. Des chiffres ont été avancés en ce qui concerne l'apurement de dettes, les dépenses, les investissements et la croissance économique. Sur ce dernier point, le locataire de la primature parle d'une avancée de 3% alors que selon d'autres statistiques, elle est de 1,1%.



« Le quinquennat 2010-2015 se doit d'être largement économique plutôt que politique », la déclaration a été faite par Gilbert Fossoun Hounbo. Il a annoncé l'ambition de sa nouvelle équipe de sortir le pays de la paupérisation et l'orienter vers l'émergence. Ce qui, dit-il, exige une croissance économique forte et soutenue d'au moins 7% l'an alors qu'elle n'a été que de 3% en 2009. Certains analystes spécialistes de l'économie africaine parlent d'un taux de croissance inférieur. Ils évoquent le chiffre de 2,2% pour l'année dernière. Les spécialistes disent reconnaître que le Togo a amorcé des efforts, qu'ils qualifiés de légers mais, qui, disent-ils, devraient se poursuivre pour que cette année et en 2011, le pays atteigne, respectivement, la barre de 2,5 et 3,6%. D'autres spécialistes expliquent la situation de 2,2% par la baisse des cours des produits pétroliers, la hausse des prix des produits de première nécessité mais aussi par l'impact de l'effondrement des ponts en Août 2008, sur l'économie.

« En 2009, la relance de la croissance au Togo sera faible en raison du ralentissement de l'économie mondiale. La croissance économique est attendue à 1,7 pour cent. La crise mondiale devrait amener à une diminution de l'envoi des fonds des migrants, à une faible demande pour les services de transit et entrepôt et à une baisse des exportations du phosphate, du ciment et du clinker », a reconnu le Ministre de l'Economie et des Finances Adji Otèth Ayassor dans sa lettre d'intention du 1er avril, adressée au Directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Sur ces perspectives macroéconomiques, dans sa correspondance, le ministre précisait ressentir les premiers signes de cette crise avec la chute de la valeur des exportations du coton, du phosphate et du clinker.

A en croire le Premier ministre, les performances réalisées, au cours du quinquennat 2005-2010, ont permis de relancer l'économie nationale. Mais, Joseph Baah-Dwomoh, le représentant de la Banque mondiale en fin de mission au Togo, avait déclaré que la situation économique évolue mais pas assez pour changer de façon substantielle le niveau de vie des populations. Les prix des produits de première nécessité sont toujours gardés à la hausse, avec comme exemple le prix du bol de maïs, autrefois, à 300francs est à 600F soit une augmentation de 100%. Le locataire de la primature s'est articulé sur la lancée économique sur laquelle va s'appesantir le prochain quinquennat mais, la nouvelle composition gouvernementale a connu une augmentation en nombre avec 31 contre la vingtaine. C'est donc des frais supplémentaires et, les nominations sont loin de connaître leur fin.

Le gouvernement, dans son programme, dit vouloir s'engager à améliorer et à renforcer les modalités et procédures de nomination à la tête des entreprises publiques et des sociétés d'Etat. Le numéro 1 du gouvernement se tait sur le siphonage de grandes structures de l'Etat à l'instar de Togo-Télécom dont le directeur Sam Bikassam est impliqué dans une lourde affaire de détournement de fonds publics. Un silence notoire est aussi gardé sur une gestion à vie de certaines structures par des mains fermes. Des sociétés comme la Loterie Nationale Togolaise (LONATO), le Fonds Routier (FR), la Société Aéroportuaire de Lomé (SALT), la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et bien d'autres encore, sont dirigées par des

imperturbables et inamovibles et le pouvoir parle d'assainissement de finances publiques, de bonne gouvernance et de relance économique. Pour certains observateurs avisés, le premier ministre n'a récité qu'un chapelet de vœux pieux.

« Le gouvernement a, en effet, lancé des audits suivis de restructuration dans les sociétés nationales telles l'office togolais des phosphates (OTP) et la Société Togolaise de Coton (SOTOCO) », a eu à dire Gilbert Fossoun Hounbo au nom de son équipe. Mais il est amer de constater que ceux qui ont plongé ces sociétés ne se sont pas inquiétés.

Aussi, faudra-t-on rappeler que la loi de finances gestion 2010, alors que l'équipe Hounbo allouait 8,5 milliards pour l'éducation, on affectait 6 milliards à la Présidence.

On pourra, du moins, se féliciter que le Togo à adopter un mécanisme de suivi des dépenses pour la lutte contre la pauvreté.



Sécurité Panique grandissante au Togo : Après avoir cassé les murs de la Prison civile de Lomé, des malfrats se sont évadés dans la nature

L'évasion a eu lieu à la prison civile de Lomé dans la nuit de mercredi 09 au jeudi 10 juin dernier. Le malfrat d'origine béninoise Kiki Laurent et le criminel nigérian (Ibo), Friday profitant de la vétusté des locaux du plus grand centre de détention du Togo ont réussi à prendre la fuite et sont actuellement recherchés par les forces de sécurité. Alerté, le ministre de la Sécurité s'est rendu personnellement sur les lieux le jeudi avant 07 heures du matin. Nul n'est aujourd'hui en mesure de décrire avec exactitude les conditions dans lesquelles les deux bandits se sont évadés. Seulement, il a été constaté au petit matin du jeudi 10 juin que les deux braqueurs ont réussi à casser les murs du local dans lequel ils sont détenus avant de sortir par la porte centrale de la prison civile de Lomé qui est pourtant bien gardée par les éléments des forces de sécurité. En attendant les résultats des enquêtes en cours, on parle de la complicité des éléments qui assuraient la garde de la prison ce jour-là.

Les faits inquiètent plus d'un pour la simple raison que ces deux hommes et représentent un danger permanent pour les populations. Le Béninois Kiki Laurent pour ce qui le concerne a commis plusieurs forfaits à Cotonou avant de se replier sur Lomé sous la pression de la Police béninoise qui le recherchait activement. A Lomé, il a eu à diriger un grand réseau de malfrats et son nom a été toujours cité dans plusieurs vols à mains armées.

Il y a trois ans, la Police a réussi à mettre la main sur lui après qu'il a tiré sur un prêtre catholique dans le quartier Adéwui avant d'aller se réfugier à Kégué. La police l'a suivi jusque là mais son arrestation n'a pas été du tout facile. Il a été le premier à tirer sur le convoi de la Police togolaise mais cette dernière a fini par le maîtriser.

C'est comme cela qu'il s'est retrouvé à la prison civile de Lomé où il est devenu ces derniers temps le « roi » des prisonniers. En tout cas, c'est lui qui faisait la loi et tout prisonnier qui arrive dans le centre doit négocier et payer une place auprès de lui. Il se dit même qu'il a développé avec la complicité de certains agents de sécurité un grand réseau de drogues au sein de la prison. Tout en étant en prison, il serait devenu très riche. Ce qui lui aurait permis de corrompre les gardiens de prison pour s'enfuir.

C'est le lieu d'attirer l'attention des autorités en charge de la sécurité sur le fait que ce sont les policiers affectés pour garder les prisonniers qui entretiendraient la plus part du temps des réseaux de commerce de drogues dans les centres de détention. Ceci étant, il n'y a pas de raison qu'on assiste à ces genres d'évasion.

Le programme de modernisation de la Justice a également sa part de responsabilité dans cette affaire. Au lieu d'utiliser les milliards mis à leur disposition pour paver l'enceinte de la justice, le ministres de la Justice et ses collaborateurs feraient mieux de penser à multiplier les bureaux pour permettre aux juges et autres fonctionnaires de la Justice de faire convenablement leur travail et réhabiliter les infrastructures des centres de détention.

Olivier GLAKPE Le CORRECTEUR

MO5 TOGO Social Hôpitaux Grève probable sur l'ensemble du territoire à partir du 21 juin

Tous les hôpitaux publics du Togo seront en grève à partir de lundi 21 juin, si le ministère de la santé ne satisfait pas aux revendications du collectif des syndicats de la santé, a appris MO5 auprès d'un membre du syndicat. Une grève des hôpitaux, notamment l'hôpital de Bè, était dans l'air depuis une semaine. Le syndicat de cet hôpital devait même lancer trois journées de débrayage lundi dernier. Finalement, les syndicats se sont entendus pour une grève sur l'ensemble du territoire à compter de lundi prochain.

Les syndicats dénoncent les retards dans le paiement des salaires, le non versement des cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale et le paiement des allocations familiales ainsi que des primes de garde. Ils demandent en outre une revalorisation de leurs salaires.

Les autorités se sont dites prêtes au dialogue et à l'examen de ce des revendications dans la limite des capacités financières de l'Etat. Mais elles ne donnent jamais de suite aux négociations. Le dernier préavis de grève remonte au 21 décembre dernier.

Le Togo compte deux grands hôpitaux universitaires dans la capitale, 5 hôpitaux régionaux et plusieurs hôpitaux préfectoraux. Depuis plusieurs années, les centres de santé publics traversent une grave crise du fait de la diminution drastique des investissements publics. Les médecins et le personnel de santé sont très mal payés et les services laissent à désirer. Les Togolais les plus fortunés vont se soigner dans les cliniques privés.

Le ministre de la santé a jusqu'à dimanche pour satisfaire aux exigences du collectif des syndicats

DIE ZEIT Sports Mondial 2010 • DROGBA, bien plus qu'un footballeur

Victime d'une fracture du cubitus le 4 juin, l'Ivoirien Didier Drogba est remplaçant ce 15 juin face au Portugal. Le journal allemand Die Zeit dresse le portrait de ce joueur qui n'est pas seulement un buteur d'exception. Drogba est aussi un faiseur de paix, qui a contribué à réconcilier le nord et le sud de la Côte d'Ivoire.

15.06.2010 | Julian Baumann | [Die Zeit](#)



© AFP Des supporters de la Côte-d'Ivoire brandissent un poster de Didier Drogba à l'occasion d'un match amical, juin 2009.

Depuis peu, on peut voir à la télévision un spot spectaculaire de la marque Nike, qui reconstitue les péripéties d'un match de football, avec des vedettes de la Coupe du monde. On y retrouve Rooney et Ronaldo, Messi, Ribéry, les grands noms du football. Tourné par le réalisateur de *Babel*, Alejandro González Iñárritu, le film s'ouvre sur Didier Drogba, qui, dans un stade plein à craquer, se débarrasse de plusieurs défenseurs comme s'il s'agissait de simples moustiques. Les projecteurs. Le maillot orange de la Côte d'Ivoire, flamboyant. Le brassard de capitaine. José Mourinho, qui a longtemps été l'entraîneur de Drogba, a déclaré un jour : "Si je devais choisir un joueur avec qui faire la guerre, je prendrais Didier."

Sur le terrain, Drogba est une force de la nature, un joueur qui se nourrit de sa puissance, de sa vitesse, de son aura de guerrier. Dans le spot, une fois qu'il en a fini avec ses adversaires, il lobe le gardien et, tandis que le ballon poursuit sa course, le film part en Afrique, où des gens dansent, dans la rue, sur les toits, des gens qui vénèrent Drogba comme un saint, parce qu'il assure la cohésion de leur pays déchiré par la guerre civile. Le magazine américain *Time* a récemment ajouté Drogba à sa liste des cent personnalités les plus influentes de la planète. Il y côtoie une ribambelle de Prix Nobel, grands patrons et chefs d'Etat. S'il figure sur cette liste, c'est parce qu'il est plus qu'un joueur de football. Drogba est un mythe.

Au milieu de la circulation d'Abidjan, on voit des bus couverts de slogans à la gloire du footballeur ivoirien : "Didier est grand", "Merci Didier". A Abidjan, on entend souvent dire que c'est grâce à Drogba si les armes se sont tues. Grâce à lui qu'il y aura bientôt un nouvel hôpital. Quand on est comme Drogba, on est capable de surmonter les heures noires. Le terme "drogbacité" sert à résumer les valeurs qu'il incarne : la modestie, la générosité, la tolérance. "Didier est plus important que notre président", lâche le frère de Drogba, Joël, "lui, au moins, on sait d'où vient son argent."

Pour connaître la genèse de cette histoire incroyable, il suffit de suivre ses traces : à Savigny-sur-Orge, chez Joël, qui voulait lui aussi devenir professionnel. A Paris, chez son oncle, où Didier Drogba a grandi. En Côte d'Ivoire, où Albert, son père, nous propose de prendre la route pour Niaprahio, le village d'origine du clan. Nous comprendrons alors, nous explique-t-il, ce que cela signifie de devoir porter sur ses épaules les attentes d'une famille, d'un pays, de tout un continent.

Laurent Gbagbo, qui appartient à l'ethnie bété, comme Drogba, s'est hissé au pouvoir en 2000 à la faveur d'élections contestées, qui se sont déroulées sur fond de dérive xénophobe. Dans le pays, la question a

ainsi été posée de savoir si les enfants d'immigrés devaient jouir des mêmes droits que les Ivoiriens de naissance.

Le miracle de Khartoum

Pendant quarante années, depuis l'indépendance, obtenue en 1960, la paix a régné. Aucun autre pays n'exportait davantage de cacao dans le monde. Jusqu'à l'émergence de la rébellion. Lors d'un voyage à l'étranger de Gbagbo, en septembre 2002, une partie de son armée tente de le renverser. Les soldats pénètrent dans les casernes et tuent des ministres. Mais les troupes gouvernementales mettent les rebelles en fuite. Des milliers de personnes sont tuées, et des dizaines de milliers d'autres errent dans les villages, chassées, molestées, détroussées. Lorsque les rebelles prennent le contrôle du Nord, les Nations unies envoient 6 000 casques bleus pour établir une zone tampon. Un accord d'armistice est signé, ainsi que des traités de paix. Mais les massacres ne cessent pas pour autant. A Bouaké, le bastion des rebelles, la famille du cousin d'Albert Drogba est décimée.

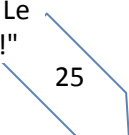
Pendant ces années-là, des joueurs comme Didier Drogba, Arthur Boka, Didier Zokora, les frères Yaya et Kolo Touré font carrière en Europe. En octobre 2005, ils ont pour la première fois l'occasion de se qualifier pour la Coupe du monde sous le maillot ivoirien. Dans l'équipe, peu importe alors qui est ivoirien de naissance, qui est bété, baoulé ou dioula, musulman du Nord ou chrétien du Sud.

Le match décisif pour la qualification a lieu à Khartoum, la capitale du Soudan. La Côte d'Ivoire sort victorieuse de la rencontre (3-1). Mais la victoire n'aura servi à rien si, pendant le même temps, le Cameroun bat l'Egypte à Yaoundé. Après le coup de sifflet final, les joueurs se réunissent dans le rond central. Les projecteurs sont déjà éteints lorsqu'ils apprennent par portable que le Cameroun vient d'obtenir un penalty à la 95e minute de jeu, alors que le score est de un but partout. Pour les Ivoiriens réunis dans les bars des deux côtés de la zone tampon, le temps s'étire. Jusqu'à ce que la frappe du Camerounais Pierre Womé échoue sur le poteau.

Drogba s'écroule, en larmes. Son père est à Abidjan devant son téléviseur et n'en croit pas ses yeux lorsqu'il voit peu après son fils apparaître à l'écran, en nage, et s'adresser à son peuple. Didier Drogba est dans les vestiaires, entouré de ses coéquipiers. D'une voix douce et hachée, il proclame au micro : "Ivoiriennes, Ivoiriens, on vous a prouvé aujourd'hui que toute la population de la Côte d'Ivoire peut cohabiter, peut jouer ensemble pour un même objectif. Aujourd'hui, on vous le demande à genoux : un pays qui a toutes ces richesses ne peut pas sombrer dans la guerre comme cela." Il est à genoux, aux côtés de Touré, du Nord, de Boka, du Sud, de Barry, le gardien, dont les parents sont guinéens. Didier Drogba poursuit : "S'il vous plaît, déposez tous les armes. Organisez des élections, et tout ira mieux."

Un héros fatigué

Lors de la Coupe du monde de 2006, en Allemagne, la Côte d'Ivoire se fait éliminer au premier tour. Mais l'espoir de paix renaît dès l'année suivante, et c'est encore Drogba qui est à l'origine de cette bonne nouvelle. En mars 2007, il est invité au palais présidentiel. Le footballeur a l'intention de prononcer quelques mots et de présenter à Gbagbo le Ballon d'or africain qui lui a été remis la veille à Accra. Drogba a 28 ans, et c'est la première fois qu'il est élu meilleur joueur d'Afrique ; il a la gorge nouée, écrit-il dans son autobiographie [*C'était pas gagné*, éd. Prolongations, 2008], lorsque, dans une chemise d'un blanc immaculé, il se présente au micro. "Monsieur le président, déclare-t-il, ce ballon appartient à tout le pays. Permettez-moi, s'il vous plaît, d'aller le présenter aussi à Bouaké" [la grande ville du Nord, la capitale des rebelles].

Quelques jours plus tôt, Gbagbo a signé un traité de paix avec Guillaume Soro, le chef des rebelles à Bouaké. Le pouvoir doit être partagé. Il a été convenu d'organiser des élections et de détruire les armes. Le lendemain de son discours, Didier Drogba s'envole pour le Nord dans l'avion présidentiel. "L'événement !" 

titrent les journaux, "Drogba à Bouaké". Les habitants qui se massent dans les rues savent que si Drogba est en ville c'est que la guerre est finie. Drogba serre la main de Soro et annonce que le président lui a promis que l'équipe pourrait disputer un match de qualification à Bouaké. La foule exulte. Voilà des décennies qu'il n'y a pas eu de match international à Bouaké.

Le match de qualification contre Madagascar se termine sur le score de 5-0 et, un mois plus tard, Gbagbo et Soro brûlent les premières armes dans le même stade. "Je ne pensais pas que ce message allait avoir une telle portée", confiera Drogba plus tard dans une interview. Désormais, il est une icône, à l'image de Mandela. Les Nations unies le nomment ambassadeur de bonne volonté et les Ivoiriens se demandent s'il ne devrait pas se porter candidat à l'élection présidentielle. "Ce n'est pas possible, analyse Drogba, que le destin de tout un pays dépende d'un footballeur." "Didier n'est pas un héros, ajoute son père. Ce n'est pas non plus un politicien. C'est juste un simple jeune qui accomplit son devoir."

Trois ans après le match de Bouaké, la "drogbamania" est retombée. Les affiches se font plus rares dans le paysage urbain – c'est en Europe, désormais, que l'on peut le voir, dans les publicités de grandes marques comme Pepsi ou Nike. Dans les salons de coiffure, on lui reproche de manquer de peps sous le maillot national alors qu'il marque régulièrement quand il joue à Chelsea.

A huit reprises ces dernières années, Gbagbo a annoncé des élections. A huit reprises, elles ont été ajournées. Pour l'heure, tout est en suspens. Tous attendent de voir la suite des événements et, pendant ce temps, les armes pénètrent à nouveau dans le pays. Lorsque Didier Drogba et son équipe ont été éliminés de la Coupe d'Afrique des nations cette année [en quart de finale alors qu'ils faisaient partie des grands favoris de l'épreuve], Drogba a annoncé qu'il envisageait de mettre un terme à sa carrière après la Coupe du monde. Drogba semblait fatigué, comme s'il ne croyait plus à son succès, à sa mission.



TIC Economie Faure à Ouaga pour parler cybercriminalité

Publié le 17/06/2010 - La présidence burkinabé a annoncé jeudi que Faure Gnassingbé prendrait part à la 3e édition du « Forum panafricain sur le partage des meilleures pratiques dans le domaine des TIC » qui se tient à Ouagadougou du 17 au 19 juin.

Outre le président du Togo, celui du Bénin, Thomas Boni Yayi, est attendu sur place ainsi que de nombreuses personnalités africaines.

Le forum a pour thème principal la cybersécurité ; une préoccupation qui répond aux objectifs de la CDEAO sur l'échange de bonnes pratiques internationales dans la lutte contre la criminalité numérique.